



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 15 mai 2019	WFP/EB.A/2019/8-A/12
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays — Zambie (2019-2024)

Durée	1 ^{er} juillet 2019-30 juin 2024
Coût total pour le PAM	76 169 057 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Bien qu'elle ait acquis le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2011, la Zambie continue d'affronter des défis complexes en matière de développement. La production alimentaire à l'échelle nationale dépasse régulièrement les besoins intérieurs, mais les disponibilités en aliments nutritifs adéquats et l'accès à ces aliments sont des problèmes persistants pour de nombreux ménages pauvres, principalement du fait de la dépendance excessive du pays à l'égard du maïs. La proportion de la population qui souffre de sous-alimentation en Zambie est parmi les plus élevées au monde: 48 pour cent des habitants ne sont pas en mesure de satisfaire leurs besoins minimaux en calories, et 40 pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance. La société zambienne est l'une des plus inégalitaires au monde, et le déséquilibre des relations de pouvoir entre les sexes est un facteur majeur de pauvreté et d'insécurité alimentaire.

Pour relever ces défis, le bureau du PAM en Zambie a conçu un plan stratégique de pays sur cinq ans, qui est le fruit de consultations rigoureuses avec le Gouvernement, les donateurs et d'autres acteurs, et qui traduit la volonté de toutes ces parties prenantes de soutenir le PAM et de collaborer avec lui dans le pays. Ce plan s'appuie et est aligné sur les priorités du pays et des Nations Unies ainsi que sur les engagements mondiaux énoncés dans les objectifs de

Coordonnatrices responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

Mme J. Bitonde
Directrice de pays
courriel: jennifer.bitonde@wfp.org

développement durable. Il intègre la Vision à l'horizon 2030 du Gouvernement, concorde avec dix domaines stratégiques clés du septième plan national de développement du pays et contribue au cadre conjoint de partenariat des Nations Unies pour le développement durable conclu avec la Zambie. Le plan stratégique de pays bénéficie de la longue et vaste expérience du PAM dans le pays, et tire parti des enseignements issus des évaluations et des examens appelant à rechercher des synergies, à renforcer les initiatives pilotes et à mieux prendre en compte la problématique femmes-hommes dans la conception des programmes. Il est également guidé par l'examen stratégique national Faim zéro.

Contrairement aux approches précédentes, l'examen stratégique Faim zéro et le septième plan national de développement reconnaissent l'un comme l'autre que la faim et la malnutrition sont des problèmes multidimensionnels nécessitant des démarches nationales bien intégrées, ouvertes à la collaboration et multisectorielles, qui mettent à profit les compétences et les ressources des parties prenantes clés.

L'examen stratégique et le plan national de développement appellent l'attention sur le consensus national croissant concernant la manière de parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle, ce qui a donné au PAM l'occasion de rediriger ses investissements et ses activités vers des domaines pour lesquels il possède un véritable avantage comparatif et dans lesquels il peut maximiser l'impact de son action. À travers le présent plan stratégique de pays intégré, le PAM propose une réorientation pragmatique consistant à passer d'interventions localisées et à petite échelle non pérennes à des activités de sensibilisation et à l'appui à l'élaboration de politiques, de systèmes et de programmes nationaux qui aident le pays à atteindre l'objectif de développement durable 2. Étant donné que le Gouvernement s'est engagé à allouer des ressources budgétaires aux interventions en faveur de la nutrition, de la protection sociale et de l'agriculture malgré ses contraintes budgétaires, la stratégie globale du PAM est de fournir des systèmes, des connaissances et des ressources renforcés visant à permettre aux autorités nationales d'atteindre les objectifs d'action qu'elles se sont fixés.

Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, le plan stratégique de pays porte sur les objectifs de développement durable 2 et 17 ainsi que sur les résultats stratégiques du PAM 1, 2, 3 et 5. Le PAM mettra en œuvre six activités pour obtenir quatre effets directs stratégiques: intervenir en cas de crise et de choc, notamment pour venir en aide aux réfugiés; s'attaquer aux causes profondes de la malnutrition; renforcer la résilience des petits exploitants, surtout des femmes, instaurer un environnement qui leur est plus favorable et leur faciliter l'accès aux marchés; et aider les institutions gouvernementales à mettre en place des dispositifs de protection sociale, y compris l'alimentation scolaire utilisant la production locale et des activités de préparation et d'intervention en cas de catastrophe.

Pour réaliser ces effets directs stratégiques, le PAM passera à des activités en amont axées sur les points suivants: production de données factuelles, sensibilisation et soutien en faveur de la réforme des politiques; renforcement des systèmes nationaux de façon à faciliter la transposition à plus grande échelle d'une assistance durable; amélioration de la gestion des connaissances et de l'échange d'informations; et augmentation des capacités au niveau aussi bien institutionnel qu'individuel. Des approches tenant compte de la nutrition et visant à faire évoluer les relations entre les sexes seront intégrées dans toutes les activités. Des messages nutritionnels adaptés seront repris dans des programmes d'aide sociale réactifs face aux chocs, qui seront déclenchés selon que de besoin. Des activités en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes seront menées pour remédier aux inégalités de genre, considérées comme l'une des causes profondes de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM respectera et mettra en avant les garanties environnementales et sociales, et donnera la priorité à la protection des populations touchées et à la responsabilité à leur égard, surtout des personnes les plus

vulnérables, et en particulier des jeunes enfants, des adolescents, des femmes et des personnes handicapées.

Le PAM est considéré comme un partenaire précieux en Zambie depuis des décennies. Ces dernières années, il a impulsé des innovations et des changements positifs dans les domaines de la gestion des risques de catastrophe, du soutien aux petits exploitants, de l'alimentation scolaire et de la protection sociale. Le présent plan stratégique de pays porte principalement sur le renforcement des capacités et des systèmes afin de permettre au Gouvernement de relever les défis systémiques faisant obstacle à l'élimination de la faim. La pérennisation des résultats est donc tout à la fois un but et une composante essentielle de la stratégie de retrait du PAM.

Dans le plan stratégique de pays, le PAM décrit clairement l'évolution de son rôle en Zambie en définissant la voie à suivre pour venir à bout de la faim et en axant ses activités sur le renforcement des systèmes et des capacités et sur la fourniture d'un appui aux programmes et à la coordination. Son objectif est de concrétiser sa vision d'une Zambie en situation de sécurité alimentaire à l'horizon 2030, dotée de systèmes et de programmes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle suffisamment financés, bien coordonnés et pris en charge par le pays.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour la Zambie (2019-2024) (WFP/EB.A/2019/8-A/12), pour un coût total pour le PAM de 76 169 057 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. La Zambie est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comptant 17,1 millions d'habitants¹. Elle se situe au 144^{ème} rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain², ce qui la classe dans la catégorie des pays dont le développement humain est "moyen". Malgré la croissance du produit intérieur brut (PIB) depuis le milieu des années 90, la dette et les obligations découlant du service de la dette ont augmenté, et la société zambienne compte parmi les sociétés les plus inégalitaires au monde. Le coefficient de Gini de 0,69 indique que les inégalités de revenus sont extrêmes: alors que 50 pour cent des ménages, les plus pauvres, détiennent seulement 7,3 pour cent du revenu total, 10 pour cent d'entre eux, les plus riches en possèdent 56 pour cent. Plus de la moitié de la population vit sous le seuil de pauvreté avec moins de 1,90 dollar par jour³. Le taux de pauvreté est plus élevé chez les ménages dirigés par une femme (56,7 pour cent) que chez ceux dirigés par un homme (53,8 pour cent)⁴, et dans les zones rurales (76,6 pour cent des ménages) que dans les zones urbaines (23,4 pour cent des ménages)⁵.
2. D'après l'indice de la faim dans le monde de 2018, la Zambie se classait au 115^{ème} rang sur 119 pays avec un score de 37,6, comparable à celui de pays connaissant des conflits et des troubles civils, ce qui dénote une situation très préoccupante sur le plan de la sécurité alimentaire. Le taux élevé de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (40 pour cent) est le signe de la nature chronique de la faim. Entre 2007 et 2014, la prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans est restée stable, à 15 pour cent, tandis que le taux de mortalité infantile a reculé, passant de 70 à 45 morts pour 1 000 naissances vivantes⁶.
3. L'incidence des catastrophes naturelles et des catastrophes liées au climat a augmenté ces dernières années, et les populations pauvres ont été touchées de manière disproportionnée. Ces 30 dernières années, les effets du changement climatique, comme les inondations et les sécheresses, auraient causé plus de 13,8 milliards de dollars de perte de PIB à la Zambie d'après les estimations⁷. Au cours de la campagne agricole 2015/16, le phénomène El Niño a eu de fortes répercussions dans le pays, et on s'attend à ce que les régimes pluviométriques soient normaux ou inférieurs à la normale dans la majeure partie du pays pendant la campagne 2018/19⁸. Les catastrophes liées au climat ont des conséquences disproportionnées sur les femmes et les filles, et conduisent à des stratégies de survie préjudiciables qui tendent à toucher plus particulièrement les ménages dirigés par une femme⁹.

¹ Banque mondiale. 2018. *The World Bank in Zambia*. Voir: www.worldbank.org/en/country/zambia.

² Le score de la Zambie selon l'indice de développement humain s'élève à 0,588 d'après l'indice de développement humain de 2018.

³ Banque mondiale. 2018. *The World Bank in Zambia*. Voir: www.worldbank.org/en/country/zambia.

⁴ Des données ventilées par sexe sont présentées dans ce document chaque fois qu'elles sont disponibles.

⁵ Bureau central de la statistique. 2015. *2015 Living Conditions Monitoring Survey (LCMS) report*. Voir: www.zamstats.gov.zm/phocadownload/Living_Conditions/2015%20Living%20Conditions%20Monitoring%20Survey%20Report.pdf.

⁶ 25,8 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de carences en vitamine A et 60 pour cent souffrent d'anémie. Bureau central de la statistique. 2015. *Zambia Demographic and Health Survey 2013-2014*. Voir: www.unicef.org/zambia/reports/zambia-demographic-and-health-survey-2013-2014.

⁷ Agence allemande de coopération internationale. Sans date. *Understanding Climate Finance Readiness Needs in Zambia*. Voir: <http://cbd.int/financial/climatechange/zambia-climate-giz.pdf>.

⁸ Bureau régional du PAM à Johannesburg. 2018. *WFP Southern Africa Seasonal Update*. Numéro 5. Octobre. 2018.

⁹ PAM. 2010. *Comprehensive vulnerability assessment and analysis Zambia*.

4. En 2017, le pays se classait au 125^{ème} rang sur 160 pays selon l'indice d'inégalité de genre. Environ un ménage zambien sur quatre est dirigé par une femme, et les inégalités dont souffrent les femmes apparaissent clairement lorsqu'on examine les indicateurs de santé publique, les taux d'activité, les dépenses des ménages, les possibilités d'emploi, l'accès à l'éducation, le choix des moyens de subsistance agricole, la liberté de circulation et les violences subies.
5. La Zambie accueille environ 40 000 réfugiés et demandeurs d'asile¹⁰, qui sont en majorité (80 pour cent) des femmes et des enfants, originaires principalement de la République démocratique du Congo. La Zambie accueille des réfugiés depuis son indépendance, et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) estime que 58 000 réfugiés vivront dans le pays d'ici à 2020.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

6. Bien que la Zambie ait accompli des progrès sur le plan de la croissance économique, les taux de pauvreté et les inégalités demeurent élevés, et les indicateurs clés relatifs au développement humain sont inférieurs aux objectifs aussi bien nationaux que mondiaux.
7. *Faire en sorte que chacun ait accès à une alimentation saine, nutritive et en quantité suffisante.* La Zambie dégage un excédent alimentaire, la production intérieure dépassant les besoins en produits alimentaires à l'échelle nationale. La large place accordée au maïs et le manque de diversification des cultures mettent à mal les disponibilités alimentaires et compromettent l'accès à des aliments nutritifs en quantité suffisante toute l'année. Des freins supplémentaires entravent l'accès à la nourriture: taux élevés de pauvreté, fortes inégalités de revenus, taux de chômage important et prix élevés des produits alimentaires dans les zones urbaines; et faible productivité agricole et bas niveau des revenus tirés de l'agriculture dans les zones rurales. Pour lutter contre ces problèmes, le Gouvernement mène des initiatives de protection sociale à l'échelle nationale visant à assurer un accès équitable à la nourriture et à garantir les disponibilités alimentaires¹¹. Étant donné que la prévalence du chômage et de la pauvreté est plus élevée chez les femmes que chez les hommes et que la répartition des rôles attribués à chacun des deux sexes est inéquitable, les femmes ont généralement plus de difficultés à accéder à une nourriture suffisante.
8. *Fin de la malnutrition.* La prévalence de la sous-alimentation en Zambie compte parmi les plus élevées au monde, 48 pour cent des habitants n'étant pas en mesure de satisfaire leurs besoins minimaux en calories. Quarante pour cent des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance (soit une amélioration de 5 pour cent à peine depuis 1997), 15 pour cent souffrent d'une insuffisance pondérale, 6 pour cent sont émaciés et près de 60 pour cent sont anémiés; le taux de mortalité infantile s'élève à 45 décès pour 1 000 naissances vivantes¹². Dix pour cent des filles et des femmes de 15 à 49 ans présentent une insuffisance pondérale et 23 pour cent sont en surpoids ou obèses. Les principaux facteurs de la malnutrition sont le manque de diversité de l'alimentation, les carences en micronutriments, l'inadéquation des soins maternels et infantiles, les mauvaises conditions environnementales et sanitaires, auxquels s'ajoutent des inégalités structurelles et des lacunes dans les politiques, comme l'absence de directives nationales pour l'enrichissement des aliments.

¹⁰ Des données ventilées par sexe et par âge sont fournies à la section 4.1 consacrée à l'analyse des bénéficiaires.

¹¹ On citera ici l'alimentation scolaire utilisant la production locale, le programme de transferts monétaires à vocation sociale et l'ensemble de mesures en faveur de la sécurité alimentaire.

¹² Bureau central de la statistique. 2015. *2015 Living Conditions Monitoring Survey (LCMS) report*. Voir: www.zamstats.gov.zm/phocadownload/Living_Conditions/2015%20Living%20Conditions%20Monitoring%20Survey%20Report.pdf.

9. *Productivité et revenus des petits exploitants.* La Zambie compte environ 1,5 million d'agriculteurs, parmi lesquels 80 pour cent cultivent 2 hectares ou moins. Les petits exploitants représentent 75 pour cent des ménages d'agriculteurs et produisent la majeure partie de l'offre intérieure de produits alimentaires. La productivité et les revenus agricoles sont faibles, principalement du fait de la dépendance excessive à l'égard de l'agriculture pluviale, de l'exposition aux risques liés au climat et des problèmes d'accès à des intrants de qualité, aux financements, à l'information, aux services de vulgarisation, à des marchés efficients, à des semences améliorées, aux engrais et à la main-d'œuvre. Les pertes après-récolte sont estimées à 30 pour cent pour les céréales et résultent d'un manque de savoir-faire et de difficultés d'accès à la technologie. Pour augmenter la productivité et les revenus des petits exploitants, le Gouvernement met actuellement en place un programme d'appui aux intrants agricoles et un train de mesures en faveur de la sécurité alimentaire. L'analyse menée par la Banque mondiale a révélé que ces deux dispositifs sont ciblés et mis en œuvre de manière inefficace, et favorisent une dépendance excessive à l'égard de la production de maïs. Les productrices de maïs, qui ont moins accès aux intrants productifs, aux services et à l'information, ont des taux de productivité inférieurs à ceux de leurs homologues masculins¹³. Un programme fondé sur la distribution de bons électroniques est mené depuis peu par le Gouvernement avec l'appui de la FAO pour combler les lacunes du programme d'appui aux intrants agricoles.
10. Les femmes représentent 64 pour cent de la population rurale et environ 80 pour cent des producteurs vivriers¹⁴. Malgré cela, elles se heurtent à de nombreux obstacles, notamment parce qu'elles ont une probabilité moindre que les hommes de posséder des terres et que, lorsqu'elles en possèdent, leurs propriétés sont plus petites. Les femmes rencontrent des difficultés pour sortir de l'agriculture de subsistance, car elles ont du mal à accéder aux intrants agricoles et à la main-d'œuvre et bénéficient moins que les hommes des ressources disponibles. Les petites exploitantes estiment que l'accès limité aux techniques de production permettant de préserver la fertilité des sols fait partie des problèmes qui expliquent la faible productivité. Pour remédier à ces difficultés et aux inégalités structurelles entre les sexes, d'importants investissements doivent être consacrés à l'autonomisation des femmes, en particulier à leur émancipation financière et économique.
11. *Systèmes alimentaires durables.* Les dérèglements climatiques, la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'inadéquation des infrastructures rurales et les normes rigoureuses de sécurité sanitaire des aliments font obstacle à la mise en place de systèmes alimentaires durables. Le maïs occupe une place prédominante dans le système alimentaire: les dépenses publiques sont axées sur sa production, sa commercialisation, son stockage et sa distribution¹⁵, et seuls des investissements minimes sont consacrés à d'autres moteurs clés de la croissance agricole, tels que les infrastructures, la recherche et la technologie. Les chaînes de valeur concernant les autres produits alimentaires ont attiré peu d'investissements, ce qui freine un peu plus le développement des marchés. La croissance agricole résulte de l'augmentation de l'utilisation des terres – qui provoque une

¹³ Namonje-Kapembwa et Chapoto (2016) ont constaté que les agricultrices étaient moins susceptibles d'adopter des semences hybrides, des engrais et des animaux de trait que leurs homologues masculins. Voir: <https://ageconsearch.umn.edu/bitstream/245916/2/wp106.pdf>

¹⁴ Voir: <http://www.fao.org/3/i8461en/i8461EN.pdf>

¹⁵ Indaba Agricultural Policy research Institute. 2015. *Agriculture in Zambia, Past Present and Future*. Le système alimentaire repose également sur le travail non rémunéré que les femmes effectuent, par exemple, pour se procurer la nourriture destinée aux membres du ménage, la préparer et la servir. Ce travail non rémunéré est un obstacle au développement durable, car il réduit le temps dont les femmes disposent pour participer à des activités productives.

déforestation rapide –, et non de l'amélioration de la productivité¹⁶. Le système alimentaire qui en découle est particulièrement exposé aux bouleversements liés au climat.

Environnement macroéconomique

12. Depuis le milieu des années 2000, la Zambie est parvenue à maintenir sa stabilité sur le plan macroéconomique, et a enregistré une croissance économique soutenue. Le PIB a augmenté de 7,4 pour cent environ par an entre 2004 et 2014. Sa progression a ralenti, passant à 4,1 pour cent en 2017¹⁷, mais devrait repartir à la hausse et atteindre 4,7 pour cent en 2019, d'après les prévisions. L'agriculture a contribué à hauteur de 8,2 pour cent à peine au PIB national entre 2011 et 2015, mais ce secteur emploie plus de 50 pour cent de la population active¹⁸, ce qui indique que la plupart des gens restent enfermés dans une agriculture de subsistance à faible productivité¹⁹. Les femmes ont un taux d'activité inférieur à celui des hommes et gagnent en moyenne moins que les hommes à travail égal. Elles ont en outre une probabilité plus grande de travailler dans le secteur informel que dans le secteur formel, et dans l'agriculture plutôt que dans d'autres secteurs²⁰.
13. La dette publique cumulée a atteint 61 pour cent du PIB en 2016, contre 21 pour cent en 2011²¹. Bien que le Gouvernement demeure attaché aux investissements sociaux, l'augmentation de la dette et l'absence de stratégie de gestion de cette dette pourraient sérieusement limiter le développement des programmes de protection et d'émancipation sociales destinés aux personnes pauvres.

Principaux liens intersectoriels

14. Le PAM a intégré les objectifs de développement durable (ODD) 2 et 17 parmi ses buts stratégiques. Dans le présent plan stratégique de pays, qui s'appuie sur l'examen stratégique national Faim zéro et d'autres stratégies nationales, il est également considéré que les ODD 1, 3, 4, 5 et 13 contribuent par certains aspects à l'élimination de la faim et à l'instauration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Zambie:
 - *Éliminer la pauvreté (ODD 1)*. La Zambie a été classée parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure par la Banque mondiale en 2011, mais ses progrès vers la réalisation de l'ODD 1 ont été insuffisants malgré une forte croissance économique et d'importants investissements dans des programmes publics visant à réduire la pauvreté. Le taux national de pauvreté a reculé de 8 pour cent, et le taux d'extrême pauvreté seulement de 2 pour cent.
 - *Garantir une vie saine (ODD 3)*. Compte tenu des fortes synergies existant entre la santé et la nutrition, la malnutrition est l'un des principaux facteurs de la charge de morbidité

¹⁶ Banque mondiale. 2018. *Zambia – Systematic Country Diagnostic*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/290011522954283481/Zambia-Systematic-Country-Diagnostic>.

¹⁷ Banque mondiale. 2018. *The World Bank in Zambia*. Voir: www.worldbank.org/en/country/zambia.

¹⁸ Banque mondiale. *Employment in agriculture – Zambia*. Voir: <https://data.worldbank.org/indicator/SL.AGR.EMPL.ZS?end=2017&locations=ZM&start=2002>, site consulté le 12 novembre 2018.

¹⁹ Banque mondiale. 2018. *Zambia – Systematic Country Diagnostic*. Voir: <http://documents.banquemoniale.org/curated/fr/290011522954283481/Zambia-Systematic-Country-Diagnostic>.

²⁰ 60 pour cent des femmes sont employées dans le secteur informel. Bureau central de la statistique. 2014. *Zambia Labour Force Survey Report*.

²¹ Banque africaine de développement. *Perspectives économiques en Zambie*. Voir www.afdb.org/fr/countries/southern-africa/zambia/zambia-economic-outlook/, site consulté le 12 novembre 2018.

et de la mortalité dans le pays, 45 pour cent de la mortalité infantile pouvant être attribuée à la dénutrition²².

- *Éducation de qualité (ODD 4)*. Bien que la Zambie ait atteint les objectifs du Millénaire pour le développement en matière d'éducation, plusieurs facteurs ont ensuite ralenti les progrès du pays vers la réalisation de l'ODD 4. Outre la mauvaise qualité de l'enseignement et le manque d'infrastructures scolaires, problèmes aggravés par les longues distances à parcourir entre la maison et l'école, en particulier dans les zones rurales, les capacités d'apprentissage et la fréquentation scolaire des enfants sont perturbées par les hauts niveaux de pauvreté, la forte prévalence du travail des enfants (28,1 pour cent des enfants âgés de 5 à 14 ans travaillent sous une forme ou sous une autre)²³, l'insécurité alimentaire et les maladies. Les interactions entre ces variables perpétuent la pauvreté, la faim, l'analphabétisme et la malnutrition²⁴.
- *Égalité des sexes (ODD 5)*. La Zambie a fait des progrès vers la réalisation de l'ODD 5 – par exemple, neuf femmes siègent actuellement au Conseil des ministres, soit 31 pour cent des ministres²⁵ –, mais il reste des défis à relever. Les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire ont presque disparu²⁶, et les femmes représentent 41 pour cent des travailleurs rémunérés hors secteur agricole, contre 35 pour cent en 1990²⁷. Cela étant, les grossesses chez les filles et le mariage des enfants persistent, 31,4 pour cent des filles étant mariées avant l'âge de 18 ans²⁸. En 2016, le Gouvernement a lancé une stratégie sur cinq ans visant à renforcer les interventions multisectorielles et à accélérer les initiatives nationales destinées à mettre fin au mariage des enfants d'ici à 2030.
- Le *changement climatique (ODD 13)* a continué de perturber la plupart des secteurs de l'économie de la Zambie: l'agriculture, l'énergie, la santé, l'eau, l'environnement, l'extraction minière et le tourisme. Les pratiques non durables d'utilisation des terres, comme l'agriculture sur brûlis et l'évacuation inappropriée des déchets issus de l'élevage, contribuent à augmenter les émissions de gaz à effet de serre²⁹.
- Les sécheresses récurrentes, les inondations et l'érosion des terres arables aggravent la vulnérabilité de la Zambie face aux effets néfastes du changement climatique, ce qui réduit la capacité d'adaptation des personnes vulnérables vivant dans des environnements fragiles.

²² Le taux de mortalité infantile est de 75 morts pour 1 000 naissances vivantes. Bureau central de la statistique. 2015. *Zambia Demographic and Health Survey 2013-2014*. www.unicef.org/zambia/reports/zambia-demographic-and-health-survey-2013-2014.

²³ Voir: <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Zambia.pdf>.

²⁴ Ministère de l'éducation nationale. 2013. *Read To Succeed baseline*, septembre 2013. Voir: <https://data.usaid.gov/Basic-Education/Zambia-Read-to-Succeed-RTS-/d84q-c9ih>.

²⁵ Assemblée nationale de la Zambie. Voir: www.parliament.gov.zm/ministers/cabinet, site consulté le 19 novembre 2018.

²⁶ Le taux d'achèvement du cycle primaire est de 70 pour cent chez les filles et les femmes et de 72 pour cent chez les garçons et les hommes. L'âge officiel de scolarisation en primaire est de 7 à 13 ans, mais certains élèves qui fréquentent l'école primaire sont plus âgés. Ministère du genre (2018); UNESCO (2013); Communauté du développement de l'Afrique australe. 2017. *SADC Statistical Yearbook 2015*. Voir: <https://reliefweb.int/report/world/sadc-statistical-yearbook-2015>.

²⁷ Programme des Nations Unies pour le développement en Zambie. Voir: *Goal 5: Gender equality*. www.zm.undp.org/content/zambia/en/home/post-2015/sdg-overview/goal-5.html.

²⁸ Bureau central de la statistique. 2015. *Zambia Demographic and Health Survey 2013-2014*. Voir: www.unicef.org/zambia/reports/zambia-demographic-and-health-survey-2013-2014.

²⁹ Agence des États-Unis pour le développement international. *Zambia, Environment*. Voir: www.usaid.gov/zambia/environment.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

15. Des lacunes et des problèmes majeurs – y compris les inégalités entre les sexes – risquant d’empêcher la Zambie de venir à bout de la faim d’ici à 2030 ont été mis en évidence par des examens annuels internes, des consultations menées avec les parties prenantes³⁰, l’examen stratégique Faim zéro et d’autres études:
- *Problèmes liés à la conception et à la mise en œuvre des politiques.* Bien que le Gouvernement ait décidé en 2017 d’adopter une approche multisectorielle intégrée du développement dans la perspective de la mise en œuvre du septième plan national de développement³¹, les politiques sectorielles sont toujours en cours d’examen afin de déterminer leurs complémentarités et leurs effets sur d’autres secteurs, et, dans certains cas, on manque de données factuelles susceptibles de guider les politiques visant à relever les défis qui se posent en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Des incohérences dans l’application des politiques nuisent à la prestation de services et freinent les investissements du secteur privé dans les programmes de lutte contre l’insécurité alimentaire et nutritionnelle.
 - *Morcellement de la coordination des programmes sociaux.* La Zambie mène plusieurs interventions de protection sociale destinées aux ménages extrêmement pauvres et vulnérables. Or la plupart de ces programmes sont morcelés³² et ne sont pas adaptés à la problématique femmes-hommes ni réactifs face aux chocs, ce qui complique leur coordination et leur transposition à plus grande échelle. L’absence de dispositifs appropriés d’enregistrement des bénéficiaires et de gestion de l’information fait qu’il est difficile de cibler les ménages et les personnes les plus vulnérables pour leur apporter une aide sociale efficace et en temps voulu.
 - *Manque de capacités.* Le manque de capacités institutionnelles et humaines et l’inadéquation de l’affectation et de l’utilisation des ressources budgétaires à l’appui des principaux moteurs du développement du capital humain et de la croissance agricole constituent des obstacles majeurs à l’instauration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. La mise en œuvre des programmes de développement, notamment des plans de sécurité alimentaire, est souvent freinée par la complexité des arrangements institutionnels, l’insuffisance des moyens techniques, l’absence de directives sur l’action à mener et la non-application de la politique du Gouvernement en matière de décentralisation faute de ressources humaines et financières, d’infrastructures et de systèmes au niveau local.
 - *Inadéquation des systèmes d’exécution et de suivi des programmes.* L’absence de dispositifs permettant d’évaluer les programmes nationaux³³ nuit à la mise en œuvre des activités liées à l’alimentation et à la nutrition. La plupart des programmes ne disposent pas de systèmes de ciblage et d’identification des bénéficiaires, de gestion de l’information et de reddition de comptes. Il n’existe généralement pas non plus de systèmes numériques susceptibles d’améliorer l’efficacité, ce qui complique l’accès des groupes vulnérables aux services et aux aides sociales.

³⁰ Réunions du groupe des résultats du cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable chargé de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, des groupes consultatifs des modules d’action groupée, du groupe des partenaires coopérants, de l’équipe consultative chargée des programmes et de l’équipe chargée de la gestion des programmes.

³¹ Ministère de la planification du développement national. 2017. *Seventh national development plan, 2017-2021*. Voir: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/zam170109.pdf>.

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

16. Le Gouvernement est déterminé à atteindre les ODD, et son septième plan national à moyen terme pour 2017-2021 tout comme sa Vision à l'horizon 2030 sont conformes au Programme 2030. À travers ces stratégies, le Gouvernement s'engage à relever les défis structurels et systémiques persistants faisant obstacle à l'élimination de la faim. La Zambie dispose d'un cadre d'action disparate assorti de calendriers différents pour les interventions axées sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la protection sociale.
17. Dans le septième plan national de développement, le Gouvernement expose une feuille de route multisectorielle intégrée visant à développer l'économie, à créer des emplois et à réduire la pauvreté et les inégalités de revenus. Ce plan reconnaît le rôle de la santé et de la nutrition dans le développement et donne la priorité à la protection sociale comme mécanisme de réduction ciblée de la pauvreté. Dans sa politique en matière d'alimentation et de nutrition (2008), le Gouvernement décrit une approche multisectorielle dont le but est de s'attaquer à la malnutrition en favorisant des régimes alimentaires appropriés, des modes de vie sains, des bonnes pratiques en matière de soins aux enfants, un environnement sain et des services de santé de qualité accessibles.
18. La protection sociale est considérée comme un mécanisme prioritaire de réduction ciblée de la pauvreté dans la politique nationale multisectorielle de protection sociale (2014), dans laquelle les activités destinées à faciliter l'accès à l'alimentation et à la nutrition sont reliées à l'aide au développement du capital humain. Le cadre de mise en œuvre de la deuxième politique agricole pour 2016-2020 donne la priorité à la collaboration accrue avec le secteur privé le long de la chaîne de valeur, au renforcement des capacités des groupements et des coopératives d'agriculteurs, à l'amélioration de la coordination entre toutes les parties prenantes et à la réduction des pertes après récolte. La politique nationale en matière de problématique femmes-hommes (2000) est l'instrument central permettant d'intégrer la recherche de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans l'ensemble des politiques et des programmes en Zambie. La politique nationale en matière de handicap (2014) offre un cadre de protection des droits des personnes handicapées et la politique nationale sur le changement climatique (2017) expose une approche multisectorielle visant à favoriser une "économie prospère et résiliente face au changement climatique d'ici à 2030".

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

19. Pour progresser vers la réalisation des ODD et mettre en œuvre le programme des Nations Unies "Unis dans l'action", l'équipe de pays des Nations Unies et le Gouvernement ont publié un cadre conjoint de partenariat pour le développement durable sur cinq ans pour 2016-2021, qui énonce les engagements pris par les Nations Unies en faveur de l'égalité des sexes. Le PAM, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale pour les migrations et l'Organisation internationale du Travail travaillent ensemble à la mise en place d'un programme conjoint de protection sociale. Le PAM collabore également avec d'autres organismes des Nations Unies et des entités du secteur privé au sein du mouvement Renforcer la nutrition (SUN) dans le cadre de la phase II du Premier programme de la Zambie relatif aux 1 000 jours les plus critiques (2018-2022).

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

20. L'évaluation décentralisée du programme de pays (2018)³⁴ et la synthèse régionale des évaluations (2013-2017)³⁵ mettent en évidence l'efficacité de la contribution du PAM à un développement large et durable en Zambie. Les évaluations ont fait ressortir les éléments suivants:
- À travers l'alimentation scolaire utilisant la production locale, le PAM stimule la demande de produits alimentaires locaux (principalement de légumineuses nutritives) répondant aux besoins nutritionnels des écoliers. Le PAM a également travaillé à l'amélioration de l'efficacité du programme gouvernemental de transferts monétaires à vocation sociale, en particulier en renforçant les systèmes d'enregistrement des bénéficiaires et en préparant le terrain à la transposition du programme à plus grande échelle.
 - Le PAM doit renforcer ses activités de promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, notamment en évaluant la problématique femmes-hommes et en menant des activités connexes, en définissant des cibles et en travaillant avec des partenaires coopérants à l'adoption d'approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes. Il devra mener des analyses par sexe et par âge afin de mieux comprendre les problèmes sous-jacents contribuant aux inégalités entre les femmes et les hommes qui sapent la sécurité alimentaire et la nutrition, et de veiller à ce que les programmes et les activités visent à faire évoluer les relations entre les sexes.
 - Le PAM a été un centre d'idées. Pour pérenniser les résultats et faciliter la transposition des opérations à plus grande échelle, il faut intégrer des innovations dans les programmes publics existants et les accompagner d'une assistance technique tout en renforçant les capacités de façon à assurer la transition vers la prise en charge des activités par le pays.
21. Les auteurs de l'évaluation décentralisée recommandent au PAM de réorienter son action en Zambie: en passant à la fourniture systématique d'une assistance technique destinée à renforcer l'appropriation nationale et les capacités de mise en œuvre des programmes de protection sociale; en incorporant des programmes à dimension nutritionnelle dans toutes les activités et en aidant le Gouvernement à introduire des approches tenant compte de la nutrition dans ses programmes; et en intensifiant le soutien apporté au développement des marchés agricole à l'intention des petits exploitants au moyen de programmes mieux intégrés qui favorisent l'accès équitable aux marchés dans le cadre d'une démarche plus large d'amélioration de la résilience.
22. La synthèse régionale a débouché sur les recommandations suivantes qui ont guidé la conception du PSP:
- Améliorer les systèmes de suivi et d'évaluation et de gestion de l'information.
 - Mettre davantage l'accent et réorienter l'action sur la résilience.
 - Établir des plans clairs de retrait, en s'appuyant sur les solides partenariats conclus par le PAM à l'échelle nationale.

³⁴ Bureau du PAM en Zambie. 2018. *Decentralized Evaluation: Mid-term evaluation of Zambia country programme 200891 2016-2020. Final evaluation report*. Voir: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000073935/download/>.

³⁵ Bureau de l'évaluation du PAM. 2017. *Operation Evaluations Series. Regional Synthesis 2013-2017. Southern Africa Region*. Voir: https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000023731/download/?_ga=2.174696868.726855773.1550614750-163325202.1541357826.

- Donner la priorité à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le cadre des activités de sensibilisation.
23. Il est indispensable de progresser vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes pour venir à bout de la faim en Zambie. Le PAM mènera une analyse détaillée de la problématique femmes-hommes au cours de la première année d'application du PSP afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre des programmes.

2.2 Potentialités pour le PAM

24. Le PAM a répertorié les possibilités dont il dispose pour redéfinir ses programmes dans le cadre du présent PSP de façon à contribuer à l'élimination de la faim:
- L'évaluation décentralisée de 2018 met en évidence les éléments permettant au PAM de repenser sa collaboration avec les institutions gouvernementales, de les associer à la conception des initiatives et de faciliter l'apprentissage et le transfert de connaissances et de compétences dans l'objectif de promouvoir la prise en charge des activités par le pays.
 - Le septième plan national de développement marque une rupture majeure avec l'approche sectorielle qui a occupé une place prépondérante dans le programme de développement de la Zambie par le passé. Il ouvre la voie à la reconnaissance de la nature multidimensionnelle et interdépendante des défis qui se posent en matière de développement et de la nécessité de mener des approches intégrées et bien coordonnées. Le PAM s'appuiera sur ces approches pour renforcer la coordination des programmes.
 - L'examen stratégique Faim zéro souligne les lacunes des interventions nationales, qui constituent des points de départ possibles aux activités du PAM destinées au renforcement des systèmes, à la gestion des connaissances, à la production de données factuelles et à l'appui aux politiques.
 - Pour que les programmes contribuent à faire évoluer les relations entre les sexes, le PAM continuera de mettre en œuvre la stratégie du bureau de pays en matière de problématique femmes-hommes (2016), laquelle encourage l'adoption d'une approche allant en ce sens lors de la mise en œuvre des programmes et vise des effets directs qui répondent aux besoins respectifs des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

2.3 Réorientations stratégiques

25. Dans sa recherche des possibilités à exploiter, le PAM fera fond sur la réorientation stratégique en cours de son appui consistant à passer de la mise en œuvre directe de programmes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle à la fourniture d'une assistance technique au service d'approches, prises en charge le pays, visant à faire évoluer les relations entre les sexes.
26. La poursuite de la croissance de l'économie nationale, l'augmentation des ressources publiques destinées aux investissements sociaux et la moindre disposition des donateurs à financer la fourniture directe de vivres font que ce changement de cap est judicieux et arrive à point nommé. Il permettra au PAM d'appuyer le renforcement des capacités dont le Gouvernement dispose pour concevoir et mettre en œuvre des programmes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle efficaces, équitables et bien ciblés.
27. Le présent PSP constitue une mutation qui amènera le PAM à passer des interventions localisées à petite échelle à une collaboration plus efficiente et plus efficace dans la perspective de politiques, de systèmes et de programmes nationaux visant à obtenir des résultats à l'échelle du pays. Le PAM recentrera ses investissements et ses activités dans les domaines où il dispose d'un avantage comparatif.

28. Le PAM sollicitera et renforcera les systèmes publics afin de maximiser les effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle de programmes menés à grande échelle. Ainsi, pour faciliter la transition vers un programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale pris en charge par le Gouvernement, le PAM se consacrera dès le début de l'application du PSP à l'élaboration et au renforcement des systèmes, notamment les mécanismes de coordination multisectorielle et un fonds commun visant à appuyer un programme national élargi et pérenne.
29. Le PAM intégrera les questions de nutrition dans les activités afin de renforcer la petite agriculture et l'agro-industrie, et veillera à ce que la nutrition soit prise en compte à tous les principaux stades des chaînes de valeur de la production assurée par les petits exploitants.
30. Les entités du secteur privé joueront un rôle central dans le développement de marchés durables, et donc de possibilités de création de revenus, destinés aux communautés rurales pauvres. Les partenariats au service du développement conclus avec des entreprises, que le PAM facilitera principalement par l'intermédiaire du Réseau SUN du secteur privé, demeurent l'un des fondements de l'élimination de la faim.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

31. En application du PSP, le PAM interviendra en cas de crise et de choc, s'attaquera aux causes profondes de la malnutrition, facilitera l'instauration d'un environnement favorable aux petits exploitants et contribuera à améliorer leur résilience, et poursuivra des partenariats visant à renforcer les capacités nationales permettant de remédier à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle:
 - Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM fournira un appui alimentaire et nutritionnel aux personnes touchées par une crise (résultat stratégique 1), dont la plupart sont des réfugiés originaires de la République démocratique du Congo, et prévoira d'intervenir directement au cas où des crises futures viendraient à dépasser les capacités d'action du Gouvernement.
 - Au titre de l'effet direct stratégique 2, le PAM s'emploiera à réduire la malnutrition (résultat stratégique 2) en renforçant les capacités et les plateformes nationales permettant d'améliorer efficacement l'état nutritionnel des personnes vulnérables, notamment des filles et des femmes enceintes et allaitantes et des jeunes enfants.
 - Au titre de l'effet direct stratégique 3, le PAM collaborera avec le Gouvernement et les autres organismes ayant leur siège à Rome pour soutenir les petits exploitants, en particulier les femmes, afin d'améliorer leur productivité et leurs revenus (résultat stratégique 3), de leur faciliter l'accès aux marchés, de renforcer leur résilience face au changement climatique et à d'autres bouleversements et d'élaborer des chaînes de valeur pour parvenir à des cultures diversifiées et riches en nutriments.
 - Au titre de l'effet direct stratégique 4 (ODD 17 et résultat stratégique 5), le PAM aidera les institutions gouvernementales à gérer des systèmes de protection sociale équitables, efficaces et efficaces, notamment en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise, un programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale entièrement pris en charge par le pays et la prestation de services à la demande liés à la chaîne d'approvisionnement.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise en Zambie, notamment les réfugiés, sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels toute l'année.

32. La Zambie accueille dans le camp de Mantapala (province de Luapula) environ 14 000 réfugiés³⁶ originaires de la République démocratique du Congo, parmi lesquels figurent quelque 4 000 enfants de 6 à 59 mois et filles et femmes enceintes et allaitantes. Au vu des prévisions et de l'évolution générale de la situation et compte tenu du risque d'aggravation de l'instabilité politique en République démocratique du Congo, il est probable que leur nombre va augmenter. L'intervention du PAM au titre de l'effet direct stratégique 1 est donc conçue pour répondre aux besoins de 25 000 réfugiés.
33. Pour atteindre l'effet direct stratégique 1, le PAM fournira aux réfugiés se trouvant dans les camps des transferts sous forme de vivres non assortis de conditions leur permettant de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. Des transferts de type monétaire non assortis de conditions seront introduits progressivement à mesure que la situation sur les marchés s'améliorera et en fonction des constatations issues des analyses par sexe et par âge. Un plan d'urgence pour la prévention et le traitement de la malnutrition a été intégré dans le programme et sera activé selon que de besoin sur la base des constatations issues d'évaluations nutritionnelles périodiques menées conjointement avec le Gouvernement, l'UNICEF et le HCR.
34. En collaboration avec le HCR et d'autres partenaires humanitaires, le PAM œuvrera en faveur de la cohésion sociale, cherchera à renforcer l'inclusion financière et aidera les réfugiés à parvenir à l'autonomie conformément au cadre d'action global pour les réfugiés³⁷. Grâce aux liens établis avec les activités relevant de l'effet direct stratégique 3, les réfugiés – femmes et hommes – et les membres des communautés d'accueil recevront une aide sous la forme de cours d'alphabétisation financière et de formations aux pratiques de gestion après récolte.

Domaine d'action privilégié

35. Cet effet direct stratégique est axé sur l'intervention en cas de crise.

Produits escomptés

36. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les personnes touchées par une crise reçoivent des transferts sous forme de vivres ou de type monétaire qui satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
 - Les enfants de moins de 5 ans ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes touchés par une crise reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui améliorent leur état nutritionnel.
37. Des interventions nutritionnelles permettant de prévenir et, le cas échéant, de traiter la malnutrition aiguë au sein de la population de réfugiés seront menées dans le cadre des partenariats mis en place au titre de l'effet direct stratégique 2 en collaboration avec le Ministère de la santé et d'autres acteurs de la nutrition.
38. Grâce à la fourniture de transferts de type monétaire, les réfugiés devraient accéder plus facilement à des produits locaux nutritifs et diversifiés. Le PAM continuera de plaider en faveur de l'accès des producteurs et des détaillants aux marchés ruraux, notamment dans

³⁶ En novembre 2018.

³⁷ HCR. 2016. Cadre d'action global pour les réfugiés. Voir: www.unhcr.org/fr/cadre-daction-global-pour-les-refugies.html.

la province de Luapula, tout en cherchant à sensibiliser aux aliments plus nutritifs et à augmenter la demande au moyen d'activités de communication destinées aux réfugiés et visant à faire évoluer la société et les comportements.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir un appui alimentaire et nutritionnel aux populations touchées par une crise

39. Cette activité vise à répondre aux besoins critiques au moyen de deux composantes:
- Des transferts de type monétaire et sous forme de vivres non assortis de conditions permettront de subvenir aux besoins alimentaires et nutritionnels essentiels des réfugiés vulnérables. Les produits alimentaires et les transferts de type monétaire s'accompagneront d'activités de communication à dimension nutritionnelle destinées à faire évoluer la société et les comportements, notamment les relations entre les sexes, qui encourageront une augmentation de la consommation d'aliments riches en nutriments et viseront à donner aux femmes plus de moyens pour gérer les produits alimentaires et les espèces reçus. Cette démarche concordera avec les initiatives dont le but est d'accroître les disponibilités en aliments nutritifs sur les marchés au titre de l'effet direct stratégique 2. La mise en œuvre de l'activité 1 bénéficiera des éclairages apportés par les évaluations et les enquêtes, en particulier les analyses par sexe et par âge, menées en rapport avec le cadre d'action global pour les réfugiés.
 - Une supplémentation alimentaire à l'intention des réfugiés ciblés permettra de s'attaquer à la malnutrition aiguë modérée et de prévenir la malnutrition aiguë sur la base des évaluations des besoins.
40. Le PAM encouragera la parité des sexes dans la participation aux activités, et les modalités de transfert seront sélectionnées en tenant compte du rapport coût-efficacité, de la faisabilité, des conditions locales, de l'efficacité et des questions relatives aux disparités entre les sexes, à partir de données factuelles. La composition femmes-hommes des comités chargés des distributions de vivres sera équilibrée. Le PAM s'emploiera à améliorer les capacités dont les partenaires disposent pour s'attaquer aux questions relatives aux disparités entre les sexes, et nouera des partenariats avec d'autres organisations afin de permettre aux victimes de violences sexistes et d'autres violations des droits de l'homme d'accéder plus facilement aux services au moyen de mécanismes sûrs de réclamation et de remontée d'informations sur les sites de distribution.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, l'état nutritionnel des personnes vulnérables en Zambie s'améliore conformément aux objectifs nationaux.

41. Étant donné que toutes les formes de malnutrition sont des problèmes importants de santé publique en Zambie et que la bonne nutrition de la population est indispensable pour atteindre les ODD, le PAM aidera le Gouvernement à adopter une démarche globale axée sur les systèmes pour réaliser cet effet direct stratégique.
42. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en œuvre le Premier programme national relatif aux 1 000 jours les plus critiques et à respecter d'autres priorités nationales en matière de nutrition figurant dans la feuille de route Faim zéro. Pour y parvenir, il intégrera des actions qui favorisent une bonne nutrition dans les activités menées en vue de réaliser les trois autres effets directs stratégiques dont le but est de venir en aide aux réfugiés et aux petits exploitants et de renforcer la protection sociale.

43. Le PAM maintiendra son rôle d'organisateur au sein du Réseau SUN du secteur privé³⁸ en Zambie afin d'augmenter l'offre et la demande d'aliments nutritifs et de favoriser la collaboration du Gouvernement avec le secteur privé. Le PAM facilitera les liens entre, d'un côté, le Réseau SUN du secteur privé et, de l'autre, les petits exploitants et les coopératives de producteurs de façon à garantir l'offre de produits nutritifs tout en augmentant les revenus des petits exploitants.

Domaine d'action privilégié

- Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

44. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient des capacités renforcées du Gouvernement et des partenaires à mettre en œuvre des interventions nutritionnelles qui améliorent l'accès à des aliments nutritifs et leur consommation.
 - Les communautés ciblées bénéficient d'un meilleur accès à des produits nutritionnels grâce au renforcement des chaînes de valeur des produits nutritionnels gérées par le secteur privé.
 - Les communautés ciblées, notamment les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les aidants qui s'occupent d'enfants et les adolescents ont des connaissances et des pratiques renforcées qui améliorent leur état nutritionnel et réduisent la malnutrition.

Activité essentielle

Activité 2: Fournir un appui technique aux institutions gouvernementales et au secteur privé afin de réduire la malnutrition et de transposer à plus grande échelle les interventions nutritionnelles à fort impact

45. Le PAM fournira des outils, des informations, des études et des services encourageant le renforcement de la production, de la distribution et de la consommation d'aliments sains et nutritifs. L'appui technique destiné aux chaînes d'approvisionnement aura pour but d'améliorer la sécurité sanitaire et la qualité des aliments et de favoriser l'accès équitable à des produits nutritifs. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en place des systèmes nationaux de suivi de la nutrition à travers l'examen d'indicateurs fondamentaux et l'installation de sites sentinelles relatifs à la nutrition.
46. Le PAM appuiera la production de données factuelles destinées à éclairer la conception des politiques et des programmes. Il fournira à la Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition et au Ministère de la santé un soutien technique pour les aider à mener une analyse destinée à combler le déficit en nutriments, de façon à mieux faire comprendre les obstacles entravant l'accès à une alimentation saine. Le PAM aidera aussi le Gouvernement à mener une étude sur le coût de la faim afin de déterminer les pertes socioéconomiques dues à la malnutrition, plaidera en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires destinées à la nutrition et appuiera la réalisation d'autres évaluations de la nutrition prenant en considération les questions liées à la problématique femmes-hommes et à l'âge.
47. Les activités menées par le PAM au titre de cet effet direct stratégique contribueront également à la réalisation de l'effet direct stratégique 3 à travers la prise en compte d'actions susceptibles de promouvoir la nutrition à tous les stades de la chaîne de valeur: production, regroupement et transformation de la production, vente au détail, promotion et consommation. Des messages nutritionnels adaptés portant sur les soins et la

³⁸ Le Réseau SUN du secteur privé en Zambie encourage la participation du secteur privé à l'action en faveur de la nutrition et a permis d'augmenter le nombre d'entreprises prenant part à la production, à l'offre et à la commercialisation de denrées nutritives.

consommation d'aliments nutritifs seront diffusés principalement par l'intermédiaire des médias et dans le cadre d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. Ils s'adresseront aux aidants (qui sont souvent des femmes et des filles) de sorte que ces derniers comprennent mieux les pratiques améliorées en matière de nutrition et les adoptent plus souvent.

48. Pour appuyer la réforme des politiques nutritionnelles et garantir la cohérence des programmes à dimension nutritionnelle dans l'ensemble du pays, les principaux partenaires du PAM dans le cadre de cette activité seront la Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition, le Ministère de la santé, le Bureau des normes de la Zambie et d'autres ministères chargés de mener des stratégies et des programmes nationaux en matière de nutrition. Le PAM appuiera le Gouvernement en fournissant un soutien technique à la Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition et à d'autres ministères dans les domaines de l'analyse des politiques, de l'élaboration des stratégies et de la mise en œuvre de stratégies nationales de nutrition, notamment pour la gestion intégrée de la malnutrition aiguë, le Premier programme relatif aux 1 000 jours les plus critiques et les directives relatives à l'enrichissement des aliments.
49. Le PAM fournira des directives, des cours de formation et des outils destinés à renforcer la collaboration du secteur privé en matière de nutrition. Il travaillera aux côtés du Bureau des normes de la Zambie et de la Commission nationale de l'alimentation et de la nutrition au lancement et à la mise en œuvre de l'initiative Good Food Logo, laquelle encourage la production d'aliments sains et permet aux consommateurs de faire des choix en connaissance de cause³⁹. Il participera en outre à une campagne nationale en faveur d'une alimentation saine dans le cadre de son ensemble plus large d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
50. Grâce à la formation, au transfert de connaissances, à un appui dynamisant et à l'échange d'expériences entre les pays, le PAM soutiendra les entreprises par l'intermédiaire du Réseau SUN du secteur privé afin de créer un environnement propice à l'amélioration de la nutrition et à l'augmentation de la demande de produits nutritifs, le but étant d'obtenir des effets directs plus importants en matière de nutrition à l'échelle nationale.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les petits exploitants zambiens, surtout les femmes, bénéficient d'un meilleur accès aux marchés, d'une résilience renforcée face aux dérèglements climatiques et de moyens d'existence diversifiés.

51. Pour obtenir l'effet direct stratégique 3 et contribuer à la réalisation de son résultat stratégique 3 et de la cible 3 de l'ODD 2, le PAM renforcera les capacités dont les ministères, les communautés, les ménages de petits exploitants, les entités du secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG) disposent pour adopter des méthodes, des approches et des pratiques visant à mettre en place un système alimentaire résilient et équitable. Le PAM passera par des structures et des systèmes gouvernementaux afin de soutenir les innovations fondées sur des données factuelles qui facilitent l'accès des petits exploitants à l'information sur le climat et les marchés par le biais de plateformes numériques, aux services financiers, aux connaissances et aux technologies à bas coût de façon à réduire les pertes après récolte.
52. Pour favoriser l'obtention d'effets directs destinés à faire évoluer les relations entre les sexes, le PAM privilégiera les activités répondant aux besoins des agricultrices, qui ont moins accès que les hommes aux services de vulgarisation agricole, aux services financiers, aux semences améliorées, aux engrais, à la main-d'œuvre et à la terre. Les petites agricultrices

³⁹ Good Food Logo est un système de certification garantissant que les produits alimentaires sont conformes à des normes de nutrition. Ses objectifs sont de réduire les carences en micronutriments et de prévenir le surpoids et l'obésité ainsi que les maladies non transmissibles qui leur sont associées.

s'émanciperont sur le plan économique grâce à l'accès au microcrédit, notamment à des comités d'épargne et de prêt, et à un meilleur accès à des intrants tels que les semences, l'outillage, la main-d'œuvre, la terre et les services de vulgarisation, conformément à la composante relative aux associations villageoises d'épargne et de prêt incluse dans la stratégie de protection sociale du Gouvernement. Les questions relatives aux disparités entre les sexes et au handicap seront intégrées dans l'appui fourni aux petits exploitants dans le cadre d'activités adaptées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, activités qui ont pour but de renforcer la prise de conscience, les connaissances et l'implication des hommes de manière à s'attaquer aux obstacles socioculturels à une participation équitable, à la responsabilité et à l'initiative des hommes et des femmes en matière de nutrition infantile.

Domaine d'action privilégié

53. Cet effet direct stratégique est axé sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

54. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les petits exploitants bénéficient de connaissances et de compétences améliorées en matière de diversification de la production, notamment s'agissant des cultures nutritives, ce qui augmente leur consommation d'aliments nutritifs et leurs excédents commercialisables.
- Les petits exploitants bénéficient de connaissances et de technologies relatives à la gestion après récolte qui leur permettent d'accroître leur résilience face aux crises et d'augmenter leurs revenus.
- Les petits exploitants bénéficient de technologies et d'informations améliorées relatives aux pratiques agricoles intelligentes face au climat qui leur permettent d'accroître leur résilience face aux crises.
- Les petits exploitants tirent avantage des améliorations apportées au niveau des systèmes gouvernementaux, de la production de connaissances et de la recherche, de la prestation de services et de l'exécution de programmes.
- Les petits exploitants tirent avantage d'un meilleur accès aux marchés, à l'agro-industrie et aux services financiers pour accroître leurs revenus et leur résilience.

55. Dans le cadre de la réalisation de ces produits, le PAM collaborera avec des partenaires pour promouvoir l'adoption de technologies appropriées intelligentes face au climat et faciliter l'accès aux services financiers. Les petits exploitants accéderont aux technologies de préparation du sol et aux intrants nécessaires pour intégrer les chaînes de valeur des produits alimentaires riches en nutriments, qui permettent d'augmenter les revenus et d'appuyer le programme d'action du Gouvernement en matière de diversification des cultures.

56. Par le biais des liens établis avec les activités menées au titre l'effet direct stratégique 2, des activités à dimension nutritionnelle seront intégrées dans les chaînes de valeur agricoles. L'égalité des sexes demeurera un domaine d'action privilégié transversal pour veiller à ce que les technologies, les processus décisionnels et l'accès à des services financiers tels que les prêts soient équitables pour les deux sexes et contribuent à l'autonomisation des bénéficiaires.

57. L'effet direct stratégique 3 permet aux bénéficiaires ciblés d'accéder à 2 à 5 hectares de terres arables par ménage et à des infrastructures de base pour le regroupement de la production ainsi qu'à des groupes d'épargnants, que le PAM cherchera à renforcer dans le cadre de systèmes nationaux et infranationaux. Les composantes vulnérables de la

population sont couvertes par d'autres dispositifs nationaux, en particulier en matière de protection sociale (effet direct stratégique 4).

Activités essentielles

Activité 3: Promouvoir l'agriculture intelligente face au climat, la diversification des cultures et la gestion après récolte auprès des petits exploitants et par la voie de systèmes gouvernementaux

58. Au cours de cette activité, le PAM collaborera avec des partenaires, y compris les autres organismes ayant leur siège à Rome, et dans le cadre de systèmes gouvernementaux tels que ceux du Ministère de l'agriculture afin de renforcer l'adoption par les petits exploitants d'approches agricoles intelligentes face au climat (en particulier l'agriculture de conservation) qui augmentent la productivité et la production. Les petits exploitants seront aidés pour diversifier leur production en cultivant autre chose que du maïs grâce à un accès plus facile à des variétés de semences permettant d'obtenir des aliments riches en nutriments, tels que les légumineuses.
59. Des partenariats public-privé seront noués pour relever les défis auxquels les petits exploitants sont confrontés en matière de production, comme les problèmes d'accès aux services de vulgarisation, aux intrants améliorés (semences, technologies et outillage) et à des services financiers, comme ceux préconisés dans le cadre de l'activité 4.
60. Les systèmes d'alerte rapide gérés par les petits exploitants, dirigés par le Ministère de l'agriculture et le Département météorologique et appuyés par le PAM, continueront d'être soutenus et renforcés de façon à améliorer la prise de décisions des agriculteurs et à appuyer les dispositifs d'assurance contre les aléas climatiques.
61. Le PAM favorisera le transfert de connaissances et de technologies afin de réduire le plus possible les pertes après récolte en encourageant l'adoption de sacs hermétiques et la mise en place d'infrastructures qui facilitent le stockage des cultures et contribuent à améliorer la sécurité sanitaire des aliments.

Activité 4: Améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés et à des services de financement et de regroupement de la production

62. Afin d'améliorer la prévisibilité des marchés des cultures riches en nutriments produites par des petits exploitants, le PAM s'appuiera sur des partenariats conclus avec des prestataires financiers et des institutions du secteur public et privé de façon à rendre le financement des échanges plus abordable pour les coopératives de production qui travaillent avec les petits exploitants. L'activité 4 permettra aussi de s'attaquer aux difficultés freinant l'accès des petits exploitants aux marchés, notamment le stockage en vrac de quantités suffisantes de produits de bonne qualité pour les acheteurs dans le cadre d'un réseau de centres de regroupement de la production gérés par des négociants de produits agricoles et des agriculteurs productifs.
63. Un soutien sera fourni aux organisations d'agriculteurs afin de les aider à faire des économies d'échelle susceptibles d'encourager des prestataires financiers (banques et établissements de microcrédit) à proposer des financements abordables et à adopter des processus de gouvernance inclusifs et traitant les deux sexes de manière équitable, qui s'attaquent aux inégalités empêchant les femmes d'accéder aux ressources financières et réduisant les bénéfices générés par tous les petits exploitants.
64. Dans le cadre de l'activité 4, le PAM étendra la zone géographique couverte, augmentera le nombre de bénéficiaires aidés et élargira l'éventail des services financiers proposés aux petits exploitants, comme l'assurance, et le crédit institutionnalisé offert par l'intermédiaire des associations d'épargne et des comités de prêt internet, en travaillant principalement avec le Gouvernement.

65. La plateforme de commerce Virtual Farmers' Market, une innovation numérique du PAM qui favorise l'établissement de liens fiables entre les coopératives de production et les petits exploitants, continuera d'être proposée, parallèlement à la vulgarisation électronique, aux services d'information météorologique et aux formations sur l'entrepreneuriat agricole.

Effet direct stratégique 4: Les institutions gouvernementales zambiennes ont des systèmes de protection sociale plus efficaces, plus efficaces et plus réactifs face aux chocs, qui contribuent à la réalisation de l'ODD 2

66. Le PAM dirigera ses ressources, son savoir-faire et son expérience vers des activités de renforcement des capacités qui contribuent à la réalisation du résultat stratégique 5 et de l'ODD 17, et ont pour but d'aider le Gouvernement à renforcer ses systèmes, politiques et programmes de protection sociale.
67. Le PAM continuera de travailler au sein de cadres d'action et de programmes établis, notamment en appuyant des filets de sécurité nationaux tels que les programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale et les programmes de transferts monétaires à vocation sociale afin de permettre aux écoliers et aux personnes pauvres, y compris aux personnes handicapées, d'accéder plus facilement à des aliments nutritifs et de subvenir plus efficacement à d'autres besoins essentiels. Le PAM utilisera son avantage comparatif en tant que chef de file mondial des Nations Unies dans le domaine des technologies pour élaborer des systèmes numériques qui facilitent la mise en œuvre efficace, équitable et efficace des programmes gouvernementaux.
68. Le PAM préconisera d'intégrer une approche à dimension nutritionnelle adaptée à la problématique femmes-hommes dans l'ensemble des programmes et des politiques de protection sociale. À mesure que la fréquence des catastrophes naturelles et des catastrophes liées au climat augmentera, le PAM aidera le Gouvernement dans l'analyse de la vulnérabilité et l'évaluation des besoins à l'échelle nationale afin d'améliorer le système d'alerte rapide et de renforcer ainsi les liens entre la réduction des risques de catastrophe et la protection sociale. Un appui sera apporté aux chaînes d'approvisionnement en fonction de la demande. Les activités menées au titre de l'effet direct 4 faciliteront les initiatives susceptibles d'avoir un fort impact sur la réduction des inégalités de revenus et l'amélioration de l'accès à la nourriture toute l'année.

Domaine d'action privilégié

69. Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes.

Produits escomptés

70. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les Zambiens bénéficient de services liés à la chaîne d'approvisionnement assurés par le Gouvernement selon les besoins.
 - Les écoliers bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose pour mettre en œuvre un programme de repas scolaires à dimension nutritionnelle utilisant la production locale.
 - Les personnes exposées aux chocs peuvent accéder à la nourriture grâce aux capacités gouvernementales renforcées en matière d'analyse de la vulnérabilité et d'évaluation des besoins, d'alerte rapide, de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise.
 - Les personnes vulnérables bénéficient de programmes gouvernementaux de filets de sécurité qui tiennent compte de la nutrition.
71. Trois de ces produits sont axés sur le développement des capacités et l'appui technique et un sur les mécanismes nationaux de coordination. À travers ces produits, le PAM entend

permettre au Gouvernement de se préparer aux situations d'urgence et d'intervenir en cas de crise avec efficacité, de fournir aux populations ciblées une protection sociale adaptée à la problématique femmes-hommes et réactive face aux chocs et de prendre entièrement en charge un programme national d'alimentation scolaire utilisant des aliments nutritifs produits localement.

Activités essentielles

Activité 5: Apporter un savoir-faire technique et assurer d'autres services pour renforcer les systèmes et les capacités des institutions gouvernementales et d'autres partenaires à mettre en œuvre des programmes de protection sociale, d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise

72. La fourniture d'une protection sociale efficace aux personnes vulnérables rencontrant des difficultés contribue à leur donner les moyens de subvenir à leurs besoins essentiels, en particulier sur le plan de l'alimentation. Dans le cadre de cette activité, le PAM soutiendra la réforme des politiques, le renforcement des systèmes, la gestion des connaissances ainsi que la conception et la mise en œuvre des programmes, notamment en mesurant les retombées économiques des activités qu'il appuie.
73. L'activité facilitera l'examen de la protection sociale nationale et des politiques connexes visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle en tenant compte de la problématique femmes-hommes et de l'âge. Elle facilitera également la conception et l'élaboration d'un système de vérification des paiements aux bénéficiaires effectués par l'intermédiaire du programme de transferts monétaires à vocation sociale, en tirant parti du savoir-faire du PAM dans le domaine de la technologie biométrique.
74. Le PAM ne ciblera pas les bénéficiaires directement au titre de cet effet direct stratégique, mais il aidera le Gouvernement à s'acquitter de son engagement consistant à inclure les personnes handicapées dans les programmes de protection sociale, et cherchera à nouer des partenariats avec des acteurs travaillant sur la question du handicap afin de s'assurer que les besoins nutritionnels des 15 pour cent⁴⁰ de Zambiens vivant avec un handicap sont satisfaits.
75. Cette activité comprendra également des initiatives de renforcement des mécanismes existants d'alerte rapide, de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise, initiatives qui viseront à développer les capacités dont le Gouvernement dispose pour mener des analyses de la vulnérabilité et des évaluations des besoins et pour concevoir et élaborer des mécanismes d'intervention destinés aux autorités nationales et infranationales, sur la base des cadres juridiques et politiques en place.
76. L'appui technique sera axé sur la mise en œuvre de la politique de 2015 du Gouvernement en matière de gestion des catastrophes à travers l'appui apporté aux systèmes d'alerte rapide gérés par les communautés, et sur le renforcement des capacités institutionnelles et le soutien des systèmes destinés à l'unité gouvernementale chargée de la gestion des catastrophes et de l'atténuation de leurs effets afin d'améliorer la coordination des interventions d'urgence.
77. Les capacités du Gouvernement en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement seront renforcées pour qu'il soit à même d'assurer l'exécution, l'évaluation et le suivi efficaces des interventions nationales de secours, et de faire appel aux systèmes de protection sociale existants. Un appui sera apporté aux chaînes d'approvisionnement en fonction de la demande.

⁴⁰ Selon des estimations de l'Organisation mondiale de la Santé, en Zambie, quelque 2 millions de femmes et d'hommes (15 pour cent de la population) présentent un handicap. Voir: https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_emp@ifp_skills/documents/publication/wcms_115100.pdf

Activité 6: Apporter un appui technique au Gouvernement pour renforcer les systèmes et les capacités des structures chargées du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale

78. Le PAM aide actuellement le Gouvernement à mettre en œuvre le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui a permis de venir en aide à 1 million d'enfants dans 38 districts en 2018. Cela étant, le programme se heurte à des problèmes considérables, et souffre notamment de l'absence d'un cadre d'action rigoureux, de l'insuffisance des capacités de mise en œuvre, de la non-mise en place de systèmes de suivi et d'évaluation, du manque de financement, de la mauvaise gestion budgétaire et de la faible participation des communautés.
79. Conformément à l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation (SABER) et au plan d'évaluation des capacités institutionnelles et d'assistance technique figurant dans le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale mené conjointement par la Zambie et le PAM, le PAM contribuera au renforcement du cadre d'action, du système de suivi et d'utilisation de la nourriture et des capacités institutionnelles susceptibles de faciliter la mise en œuvre de ce programme. Il aidera le Gouvernement à transposer le programme à plus grande échelle par l'intermédiaire d'une direction ad hoc dont la mise en place est en cours, et plaidera en faveur d'une augmentation des investissements publics dans ce programme. Le PAM fournira au Ministère de l'éducation un appui technique afin de l'aider à diversifier l'assortiment alimentaire au moyen d'achats décentralisés de produits de base et à élaborer des directives concernant le programme qui tiendront compte de la dimension nutritionnelle.
80. Cette activité sera reliée à d'autres effets directs stratégiques à travers la fourniture de repas scolaires par des petits exploitants aidés au titre de l'effet direct stratégique 3 et au moyen d'initiatives d'éducation nutritionnelle et de la mise en place de potagers scolaires au titre de l'effet direct stratégique 2. L'égalité entre les sexes sera promue en axant les activités d'éducation aussi bien sur les filles que sur les garçons. Cette activité comprendra des actions de plaidoyer appelant à mener une planification stratégique, un appui budgétaire accru, une formation destinée aux parties prenantes de l'alimentation scolaire utilisant la production locale aux niveaux national et infranational et des actions de coopération Sud-Sud, en particulier dans le cadre de partenariats stratégiques conclus avec le Centre d'excellence du PAM au Brésil et avec des organisations locales de la société civile, afin de sensibiliser au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et de mobiliser les pouvoirs publics sur ce sujet.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

81. Le PSP fait clairement apparaître l'évolution du rôle joué par le PAM en Zambie, qui passe de la mise en œuvre directe des programmes à la prestation de services de renforcement des capacités dans le cadre de stratégies, activités et partenariats axés sur la réalisation de l'objectif Faim zéro. Cette évolution visera essentiellement à améliorer les cadres politiques relatifs à la sécurité alimentaire, les systèmes de suivi et de gestion des produits alimentaires et la gestion des connaissances afin de renforcer la capacité des pouvoirs publics à planifier, gérer et mettre en œuvre des programmes nationaux durables dans le domaine de la sécurité alimentaire.
82. Le PSP établit la marche à suivre pour regrouper les actions que le PAM a lancées dans le cadre du plan stratégique de pays provisoire de transition, de sorte à transformer les filets de sécurité appuyés par une aide alimentaire mis en place par le PAM (notamment le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale) en des programmes dont le Gouvernement assure le financement et la gestion. Durant la période visée par le PSP, le PAM travaillera avec le Gouvernement pour faire en sorte que les programmes nationaux à fort impact soient renforcés et transposés à plus grande échelle; il aidera le Gouvernement à intégrer des initiatives en faveur des petits agriculteurs (notamment les suivantes:

assurance contre les aléas climatiques fondée sur un indice météorologique, crédit pour l'achat d'intrants et accès aux marchés) dans les programmes nationaux existants; et facilitera l'intégration des petits exploitants agricoles dans les marchés du secteur privé en appuyant l'établissement de réseaux de regroupement contribuant à améliorer le fonctionnement des marchés ruraux.

83. Le PAM aidera également le Gouvernement à élaborer une stratégie nationale concernant l'alimentation scolaire utilisant la production locale, qui vise l'établissement de liens avec les petits producteurs et la participation des communautés et qui devrait favoriser la prise en main de la responsabilité du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale par les autorités nationales, et l'augmentation des allocations budgétaires affectées à ce programme. Le passage aux transferts de type monétaire en faveur des réfugiés permettra de renforcer la capacité de ces derniers à diversifier leurs moyens d'existence et contribuera à renforcer leur autonomie.
84. La pérennisation des résultats est tout à la fois un but et une composante de la stratégie de retrait du PAM. Celui-ci s'attache essentiellement à renforcer les capacités et les systèmes susceptibles d'aider le Gouvernement à relever les défis systémiques freinant la réalisation de l'objectif Faim zéro.
85. Le présent PSP fait clairement apparaître l'évolution du rôle du PAM en Zambie, qui consiste à passer au renforcement des capacités au moyen de stratégies, d'activités et de partenariats destinés à venir à bout de la faim. Le PAM exposera dans un prochain PSP le soutien qu'il prévoit d'apporter aux initiatives nationales visant à adopter et à transposer à plus grande échelle les activités. Après l'approbation par le Conseil des ministres de l'examen stratégique Faim zéro en 2018 et l'engagement pris par le Gouvernement d'investir 41 dollars par an par enfant de moins de 5 ans pour mettre un terme à la malnutrition, le PAM imagine une Zambie en situation de sécurité alimentaire à l'horizon 2030, dotée de systèmes et de programmes en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle suffisamment financés, bien coordonnés et pris en charge par le pays.
86. Pour soutenir les engagements mondiaux et nationaux pris par la Zambie en vue d'atteindre l'ODD 2, le PAM participera à des activités de sensibilisation et à un dialogue sur les politiques à mener, qui seront fondés sur des données factuelles. Il fournira une assistance technique uniquement sur demande et travaillera aux côtés du Gouvernement à la conception et à la mise en œuvre d'initiatives clés destinées à garantir la réussite des opérations. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont indispensables pour réaliser l'ODD 2 en Zambie, et l'adoption d'approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes est un élément central du PSP.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

87. Au cours de la période couverte par le PSP, le PAM entend venir en aide à 175 000 bénéficiaires directs (parmi lesquels 42 pour cent seront des femmes et des filles et 58 pour cent des hommes et des garçons). À travers son assistance technique et le renforcement des capacités, le PAM compte aider de nombreux bénéficiaires indirects, notamment des individus, des communautés et des organisations profitant indirectement de l'appui apporté par le PAM au renforcement des capacités du Gouvernement.

88. L'effet direct stratégique 1 est le seul effet direct stratégique au titre duquel le PAM fournira des transferts de type monétaire ou sous forme de vivres directement aux bénéficiaires. Sur la base du nombre prévu de nouveaux réfugiés arrivant dans la province de Luapala⁴¹, le PAM envisage de venir en aide à 25 000 bénéficiaires au titre de cet effet direct stratégique. Dans la perspective du programme de supplémentation alimentaire, l'estimation du nombre de bénéficiaires tient compte du nombre actuel d'enfants, d'adolescents et de filles et de femmes enceintes et allaitantes souffrant de malnutrition. Au titre de l'effet direct stratégique 3, on estime que 150 000 petits exploitants seront aidés dans les communautés vulnérables face aux crises et à d'autres risques.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1: Fournir un appui alimentaire et nutritionnel aux populations touchées par une crise	7 475	7 275	5 225	5 025	25 000
	1: Prévention de la malnutrition aiguë par une supplémentation alimentaire généralisée destinée aux enfants de 6 à 23 mois ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes	2 625	2 625	4 681	-	9 931
	1: Traitement de la malnutrition aiguë modérée par une supplémentation alimentaire ciblée destinée aux enfants de 6 à 59 mois ainsi qu'aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes	3 465	3 465	1 765	-	8 695
3	3: Promouvoir l'agriculture intelligente face au climat, la diversification des cultures et la gestion après récolte auprès des petits exploitants et par la voie de systèmes gouvernementaux	0	0	60 000	90 000	150 000
	4: Améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés et à des services de financement et de regroupement de la production					
Total, hors chevauchement		13 565	13 365	71 671	95 025	193 626
Total, avec chevauchement		7 475	7 275	65 225	95 025	175 000

⁴¹ Selon le résultat de l'élection en République démocratique du Congo, qui s'est tenue le 30 décembre 2018.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

89. Le PAM fournira aux réfugiés des transferts sous forme de vivres non assortis de conditions qui leur permettront de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. Des transferts de type monétaire non assortis de conditions seront introduits progressivement à mesure que les conditions s'amélioreront, sur la base des analyses et en tenant compte des différences d'impact sur les femmes et les hommes. Le choix entre l'assistance en nature et les transferts de type monétaire s'appuiera sur des évaluations des marchés et des évaluations sectorielles, en prenant en considération les facteurs saisonniers, l'évolution des prix, l'offre et les disponibilités alimentaires, les rapports coût-efficacité et coût-efficacité ainsi que des analyses de la problématique femmes-hommes.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ

	Effet direct stratégique 1						Effet direct stratégique 3
	Activité 1 – Distributions générales de vivres/transferts de type monétaire		Activité 1 – Supplémentation alimentaire				Activité 3
			Prévention de la malnutrition aiguë		Traitement de la malnutrition aiguë modérée		
	Réfugiés		Enfants de 6 à 23 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Enfants de 6 à 59 mois	Filles et femmes enceintes et allaitantes	Résidents
	Vivres	Transferts de type monétaire	Vivres	Vivres	Vivres	Vivres	Transferts de type monétaire
Céréales	400						
Légumes secs	60						
Huile	25						
Sel	5						
Sucre	-						
SuperCereal	60			200		250	
SuperCereal Plus	-		200		200		
Micronutriments en poudre	-						
Total kcal/jour	2 114		787	763	787	954	
% de kcal d'origine protéique	10,7	10,7	16,6	16	16,6	16,3	
Transferts de type monétaire (dollars/personne/ jour)		0,49					0,22
Nombre de jours d'alimentation par an	365	365	180	180	90	90	90 (prime d'assurance)

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	6 570	2 578 871
Légumes secs	986	666 208
Huile et matières grasses	411	425 335
Aliments composés et mélanges	2 039	1 406 284
Autres	82	30 445
Total (produits alimentaires)	10 088	5 107 143
Transferts de type monétaire		15 823 300
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	10 088	20 930 443

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

90. Le renforcement des capacités est un élément central du PSP et vise à donner au Gouvernement et à ses partenaires les moyens de respecter les priorités nationales et les engagements mondiaux. Le bureau de pays utilisera la coopération Sud-Sud pour éclairer la conception des approches à suivre en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités. Le PAM s'inspirera des enseignements dégagés et de l'expérience acquise par d'autres pays lors du transfert complet de programmes d'alimentation scolaire utilisant la production locale aux gouvernements, de la conception et de la mise en œuvre de systèmes destinés à fournir des transferts monétaires à vocation sociale aux bénéficiaires et de l'adoption d'approches dynamisantes destinées à créer des chaînes de valeur et à renforcer la gestion des risques liés au climat pour les petits exploitants. Des cours de perfectionnement seront dispensés au Gouvernement selon les besoins, et seront appuyés chaque fois que possible par la coopération Sud-Sud. Le PAM aidera le Gouvernement à mettre en œuvre des activités de renforcement des capacités dans les domaines de la manutention après récolte, de l'accès aux marchés et du développement des marchés, et de l'innovation numérique dans la perspective d'améliorer les services d'appui agricole et l'exécution du programme de transferts monétaires à vocation sociale.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

91. Le PAM mettra à profit ses capacités techniques pour soutenir les partenaires au moyen de la prestation de services qui couvriront l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, depuis le producteur jusqu'à l'utilisateur final, et répondront à la demande. Il assurera les services suivants: assistance fournie au Gouvernement pour le transport des produits alimentaires destinés aux activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale; élaboration d'outils et de directives relatives à la sécurité sanitaire des aliments et à l'assurance de la qualité; mise en place de systèmes de suivi des articles alimentaires et non alimentaires; achat de matériel; et mise en place d'une infrastructure favorisant l'établissement de liens avec les marchés, le partage des connaissances, la formation et le mentorat.

92. Au titre de l'effet direct stratégique 3, les chaînes d'approvisionnement offriront aux petits exploitants la possibilité d'accéder à du matériel abordable de manutention et de stockage après récolte ainsi qu'à l'information sur les marchés et aux infrastructures. Le PAM continuera de fournir un soutien à la région grâce au Mécanisme de gestion globale des

vivres et à la gestion des corridors. L'appui destiné aux chaînes d'approvisionnement comprendra le renforcement des partenariats du PAM avec l'Agence des réserves alimentaires, le Bureau des normes de la Zambie, l'Office zambien des recettes et d'autres institutions gouvernementales.

4.4 Partenariats

93. Le Gouvernement est le principal partenaire du PAM: la mission du PAM en Zambie consiste à faire avancer les politiques du Gouvernement et à renforcer les capacités et les systèmes dont celui-ci dispose pour atteindre l'ODD 2. Les partenariats noués par le PAM avec des ONG, des organisations de la société civile, des entités du secteur privé et des établissements universitaires contribueront à l'élimination de la faim d'ici à 2030.
94. Les avantages comparatifs du PAM sont appréciés et reconnus à travers son rôle de chef de file du Réseau SUN du secteur privé et de sa participation au Premier programme relatif aux 1 000 jours les plus critiques, au programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et à d'autres initiatives. Le PAM est un partenaire de confiance de l'unité chargée de la gestion des catastrophes et de l'atténuation de leurs effets dans les domaines de l'évaluation de la vulnérabilité, de l'alerte rapide et de l'intervention en cas de catastrophe, et aide le Comité d'évaluation de la vulnérabilité de la Zambie à adopter le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire pour analyser la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il soutient le Ministère du développement communautaire dans le cadre du système de transferts monétaires à vocation sociale, et il est un partenaire majeur du Smart Zambia Institute, qui coordonne la transformation numérique du Gouvernement et le programme d'action en faveur de l'administration électronique.
95. En tant que membre de l'équipe de pays des Nations Unies et au sein du cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable conclu avec la Zambie pour 2016-2020, le PAM poursuit une collaboration étroite avec d'autres organismes des Nations Unies. À travers sa participation au programme conjoint des Nations Unies en matière de protection sociale, il collabore avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation internationale pour les migrations et l'UNICEF. La collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome comprend le travail mené avec la FAO sur l'agriculture intelligente face au climat et avec le Fonds international de développement agricole sur la rationalisation de la fourniture des services financiers. Le HCR est un partenaire majeur pour ce qui est du soutien apporté aux réfugiés. Le PAM est un membre actif du Réseau SUN et copréside le Réseau des Nations Unies pour le mouvement SUN avec l'UNICEF.
96. Le PAM a déjà collaboré avec le Centre d'excellence au Brésil lors de voyages d'étude organisés dans le cadre de son action consistant à mettre en place un programme d'alimentation scolaire pérenne pris en charge par le Gouvernement. D'autres possibilités de coopération Sud-Sud à l'appui des petits exploitants seront recherchées avec le Centre d'excellence en Chine.
97. Un plan de travail axé sur l'égalité des sexes et l'appui aux petits exploitants est en cours d'élaboration avec la collaboration de partenaires coopérants non gouvernementaux et de partenaires de la société civile. Pour ses activités sur la nutrition, en particulier ses interventions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements destinées aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, le PAM collaborera avec des organismes axant leur action sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

98. La gestion de la performance du PSP sera guidée par une stratégie du bureau de pays en matière de suivi et d'évaluation, qui sera élaborée d'ici au début de la mise en œuvre du PSP. Un plan de suivi adapté à la problématique femmes-hommes exposera les méthodes, les sources et la fréquence de la collecte de données pour chaque indicateur. Le PAM effectuera le suivi des produits et des effets directs, et mènera des examens et des évaluations afin de déterminer la performance des programmes et le degré de réalisation des résultats escomptés. Des systèmes et des processus de suivi et d'établissement de rapports seront conçus pour évaluer le soutien apporté par le PAM au travail en amont envisagé dans le PSP. Les questions liées aux disparités entre les sexes et à la protection seront intégrées dans toutes les activités de suivi et d'évaluation afin de produire des données factuelles; les partenaires assureront le suivi des produits et l'établissement des rapports correspondants en tenant compte de la problématique femmes-hommes, avec l'appui technique du PAM. Les données recueillies seront ventilées par sexe et par âge au niveau des individus. L'externalisation du suivi pourra être envisagée.
99. Des mécanismes de réclamation et de remontée d'informations appropriés, sûrs et accessibles seront mis en place pour enregistrer les plaintes et fournir un retour d'information aux bénéficiaires et aux parties prenantes, et des ajustements seront apportés aux programmes afin de mieux venir en aide aux bénéficiaires du PSP.
100. Des investissements seront consentis dans les capacités du Gouvernement en matière de suivi afin de renforcer le respect des délais et la qualité des rapports concernant les programmes appuyés par le PAM. Conformément aux recommandations issues du rapport de synthèse des évaluations, les capacités d'apprentissage et d'innovation du PAM seront maintenues, et l'innovation et l'apprentissage seront facilités afin de remédier aux défauts d'efficacité et aux problèmes relevés dans les systèmes nationaux de gestion du suivi et de l'évaluation et à d'autres difficultés.
101. Des bases de référence seront définies pendant les trois mois précédant le début de la mise en œuvre du PSP. Un suivi et des évaluations seront menés conjointement avec les organismes des Nations Unies concernés et d'autres parties prenantes. Le PAM appuiera le suivi des indicateurs relatifs aux ODD figurant dans le cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable pour 2016-2020 et dans le cadre qui le remplacera. Le PSP fera l'objet d'un examen en 2020, d'une évaluation décentralisée en 2021 et d'une évaluation centralisée en 2023. Les constatations issues de l'examen à mi-parcours guideront le travail effectué par le PAM pour appliquer le cadre de partenariat des Nations Unies pour le développement durable.

5.2. Gestion des risques

Risques stratégiques

102. L'insuffisance des financements est l'un des principaux risques auxquels le PAM doit faire face, car le niveau d'exigence des donateurs pour la Zambie est particulièrement élevé. Parmi les mesures d'atténuation envisagées figurent l'élaboration d'initiatives conjointes de mobilisation de fonds avec d'autres organisations des Nations Unies et d'autres partenaires ainsi que la recherche de partenariats avec de nouveaux donateurs et le secteur privé. Le PAM a classé par ordre de priorité les interventions du PSP et les groupes de bénéficiaires afin d'atténuer les effets des pénuries de ressources le cas échéant.
103. La forte rotation du personnel des ministères risque de limiter la capacité du PAM à nouer de nouvelles relations et à renforcer celles existantes, voire d'entraîner la perte des connaissances et de l'expérience institutionnelles acquises. L'incertitude entourant les priorités de dépenses du Gouvernement d'une année sur l'autre constitue également un

défi en matière de planification pour le PAM, surtout s'agissant du transfert de programmes tels que le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et la transposition à plus grande échelle des transferts monétaires à vocation sociale au moyen de filets de sécurité nationaux. Le PAM atténuera ces risques en renforçant ses stratégies de sensibilisation et de communication afin de s'assurer que les interlocuteurs gouvernementaux sont en mesure de comprendre rapidement et facilement les programmes, les pratiques et les approches du PAM, et de déterminer les domaines de collaboration.

104. Il est possible que les effets des risques liés au climat s'accroissent en plus des sécheresses dues au phénomène El Niño et des inondations se produisant lors de la saison des pluies. Les infestations d'organismes nuisibles, tels que les légionnaires et les criquets, sont de plus en plus fréquentes dans la région. Pour atténuer ces risques, le PSP est axé sur le renforcement de la résilience à long terme et prévoit notamment une collaboration avec la FAO sur l'amélioration de la conservation des sols et des eaux.
105. L'instabilité politique en République démocratique du Congo pourrait entraîner des déplacements supplémentaires de population vers la Zambie. Les mesures d'atténuation du PAM pourraient comprendre le renforcement de son intervention actuelle en faveur des réfugiés et l'activation d'une intervention de supplémentation alimentaire si les taux de malnutrition aiguë globale venaient à dépasser les 10 pour cent.
106. L'évolution de la situation en République démocratique du Congo ainsi qu'une épidémie d'Ebola dans ce pays et une épidémie de choléra au Zimbabwe pourraient mettre à rude épreuve le système de santé de la Zambie. Compte tenu de la fréquence des mouvements transfrontaliers de population, il est nécessaire que la région et le pays se préparent à Ebola afin d'anticiper l'arrivée du virus en Zambie.
107. En juin 2018, l'encours de la dette extérieure de la Zambie s'élevait à 9,4 milliards de dollars, soit 34,7 pour cent du PIB, un montant en hausse par rapport aux 8,7 milliards de dollars enregistrés en décembre 2017⁴². L'augmentation de la dette s'est notamment traduite par une réduction des crédits budgétaires alloués aux programmes du secteur public. Parallèlement, quelques donateurs ont exprimé des inquiétudes et différé leurs contributions après des allégations de mauvaise gestion financière dans certains secteurs. Sur la base des prévisions, le PAM a pris des mesures afin d'ajuster sa stratégie de mobilisation des ressources en cas de baisse des financements publics destinés aux programmes de protection sociale, en particulier le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et des transferts monétaires à vocation sociale.
108. Pour favoriser la pérennisation des résultats, le bureau de pays anticipe la possible pénurie de compétences du personnel nécessaires pour faire face à des situations d'urgence soudaines, en tirant parti des connaissances spécialisées des experts du Siège et des bureaux régionaux du PAM ainsi que des partenaires de réserve. Le respect des directives internes concernant tous les aspects des opérations du PAM est une mesure d'atténuation essentielle.

⁴² Comme indiqué dans la présentation du budget de 2019 faite par le Ministère des finances devant l'Assemblée nationale le 28 septembre 2018.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 4: BUDGET DE PORTEFEUILLE DE PAYS (en dollars)							
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Total
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
1	3 379 424	5 509 596	6 251 834	6 796 711	7 331 151	3 740 768	33 009 484
2	1 797 373	2 247 557	2 215 343	2 290 341	2 435 333	2 005 275	12 991 222
3	3 003 056	3 607 219	3 601 349	3 263 668	3 449 660	2 940 351	19 865 303
4	1 345 279	1 775 268	1 776 910	1 870 567	1 972 783	1 562 242	10 303 049
Total	9 525 132	13 139 639	13 845 436	14 221 287	15 188 927	10 248 636	76 169 057

109. Malgré l'orientation stratégique du PSP, la plus grande partie du budget est affectée aux opérations en faveur des réfugiés au titre de l'effet direct stratégique 1, lequel nécessite d'importantes ressources pour les transferts sous forme de vivres et de type monétaire. Les crédits budgétaires destinés aux trois autres effets directs stratégiques demeurent constants pendant l'ensemble de la mise en œuvre du PSP. Les crédits destinés aux activités spécifiquement liées à la problématique femmes-hommes et à celles intégrant une démarche soucieuse d'égalité entre les sexes, qui sont prévues dans chaque effet direct stratégique, représentent 15 pour cent du budget total sur cinq ans.

6.2 Perspectives de financement

110. Compte tenu du recul des financements multilatéraux, le bureau de pays continue de rechercher de nouvelles possibilités d'obtenir des contributions pluriannuelles de la part de donateurs habituels et non habituels. Ces dernières années, le PAM a élargi sa base de financement en y intégrant des contributions négociées localement, des programmes de financement conjoints des Nations Unies, des contributions du secteur privé et des contributions publiques en nature.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

111. Le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure présente tout à la fois des possibilités et des défis pour la Zambie. À mesure que le PAM parvient à mobiliser des ressources pour ses activités habituelles, il espère que la demande accrue d'investissements dans les initiatives conjointes d'appui technique destinées aux programmes nationaux de développement ouvrira de nouvelles possibilités.

112. Le PAM a trouvé des financements suffisants pour la première année et une partie de la deuxième année de la période couverte par le PSP. Il continue de rechercher des fonds complémentaires en provenance de programmes conjoints des Nations Unies, ainsi que des contributions auprès de donateurs habituels et non habituels. Le PAM adoptera une approche stratégique de la collaboration avec les partenaires en Zambie, en vue d'optimiser les incidences de ses activités sur les personnes auxquelles il vient en aide.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LA ZAMBIE (2019-2024)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par une crise en Zambie, notamment les réfugiés, sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à venir en aide aux populations risquant de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire aiguë, transitoire ou chronique

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: intervention face à une crise

Hypothèses

Le PAM mobilise des financements suffisants pour assurer un approvisionnement stable et tous les produits requis sont disponibles

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire – nutrition

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Activités et produits

1. Fournir un appui alimentaire et nutritionnel aux populations touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les enfants de moins de 5 ans ainsi que les filles et les femmes enceintes et allaitantes touchés par une crise reçoivent des aliments nutritifs spécialisés qui améliorent leur état nutritionnel (B: Aliments nutritifs fournis)

Les personnes touchées par une crise reçoivent des transferts sous forme de vivres ou de type monétaire qui satisfont leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, l'état nutritionnel des personnes vulnérables en Zambie s'améliore conformément aux objectifs nationaux

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Le Gouvernement continue d'offrir un environnement propice aux investissements privés dans la nutrition

Les consommateurs voient l'intérêt d'acheter des aliments qui améliorent leur santé et leur bien-être

Les enjeux de la surnutrition sont considérés prioritaires par les acteurs des secteurs privé et public et par les consommateurs

Indicateurs d'effet direct

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Pourcentage d'accroissement de la production d'aliments de qualité riches en nutriments

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Activités et produits

2. Fournir un appui technique aux institutions gouvernementales et au secteur privé afin de réduire la malnutrition et de transposer à plus grande échelle les interventions nutritionnelles à fort impact (Prévention de la malnutrition)

Les personnes en situation d'insécurité alimentaire bénéficient des capacités renforcées du Gouvernement et des partenaires à mettre en œuvre des interventions nutritionnelles qui améliorent l'accès à des aliments nutritifs et leur consommation (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés ciblées bénéficient d'un meilleur accès à des produits nutritionnels grâce au renforcement des chaînes de valeur des produits nutritionnels gérées par le secteur privé (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés ciblées, notamment les filles et les femmes enceintes et allaitantes, les aidants qui s'occupent d'enfants et les adolescents ont des connaissances et des pratiques renforcées qui améliorent leur état nutritionnel et réduisent la malnutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent grâce à l'augmentation de la productivité et des revenus

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2030, les petits exploitants zambiens, surtout les femmes, bénéficient d'un meilleur accès aux marchés, d'une résilience renforcée face aux dérèglements climatiques et de moyens d'existence diversifiés

Catégorie d'effet direct correspondante: Augmentation de la production et des ventes des petits exploitants

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience

Hypothèses

Aucun choc climatique extrême, aucun choc économique et/ou aucun conflit ne se produit qui affaiblisse la résilience et remette en cause les acquis du développement

Le PAM et ses partenaires continuent d'accéder sans restriction aux zones cibles prioritaires

Le PAM dispose des fonds suffisants pour exécuter les activités prévues à l'échelle requise

D'autres secteurs industriels (par ex. les industries extractives) n'augmentent pas la vulnérabilité des petits exploitants ciblés face aux chocs météorologiques

Les petits exploitants ont accès au crédit

Le choix de filières tenant compte de la problématique femmes-hommes accroît la résilience des moyens d'existence des femmes

Des infrastructures minimales de commercialisation sont en place

Les acheteurs ont les liquidités nécessaires pour acheter la production des petits exploitants

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (pourcentage de ménages dont l'indice des stratégies de survie est en baisse)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Pourcentage de petits exploitants ciblés faisant état d'une augmentation de la production de cultures nutritives

Pourcentage de produits alimentaires du PAM achetés à des systèmes de regroupement de la production favorables aux petits exploitants, en fonction du sexe du petit exploitant

Proportion de communautés ciblées dans lesquelles la capacité à gérer les chocs et les risques climatiques s'est manifestement améliorée

Proportion de pertes après récolte

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

3. Promouvoir l'agriculture intelligente face au climat, la diversification des cultures et la gestion après récolte auprès des petits exploitants et par la voie de systèmes gouvernementaux (Adaptation au changement climatique et gestion des risques)

Les petits exploitants tirent avantage des améliorations apportées au niveau des systèmes gouvernementaux, de la production de connaissances et de la recherche, de la prestation de services et de l'exécution de programmes (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les petits exploitants bénéficient de connaissances et de compétences améliorées en matière de diversification de la production, notamment s'agissant des cultures nutritives, ce qui augmente leur consommation d'aliments nutritifs et leurs excédents commercialisables (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants bénéficient de connaissances et de technologies relatives à la gestion après récolte qui leur permettent d'accroître leur résilience face aux crises et d'augmenter leurs revenus (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les petits exploitants bénéficient de technologies et d'informations améliorées relatives aux pratiques agricoles intelligentes face au climat qui leur permettent d'accroître leur résilience face aux crises (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

4. Améliorer l'accès des petits exploitants aux marchés et à des services de financement et de regroupement de la production (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Les petits exploitants tirent avantage d'un meilleur accès aux marchés, à l'agro-industrie et aux services financiers pour accroître leurs revenus et leur résilience (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

Effet direct stratégique 4: Les institutions gouvernementales zambiennes ont des systèmes de protection sociale plus efficaces, plus efficaces et plus réactifs face aux chocs, qui contribuent à la réalisation de l'ODD 2

Catégorie d'effet direct correspondante:
Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Le Gouvernement continue de considérer que la protection sociale et les filets de sécurité sont un moteur essentiel du développement des populations pauvres

Le Gouvernement et les partenaires de développement considèrent que les méthodologies et technologies innovantes sont prioritaires pour développer les programmes de filets de sécurité à vocation sociale de manière efficiente et efficace

Indicateurs d'effet direct

Efficacité, cohérence et résultats des partenaires (d'après un examen qualitatif)

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Activités et produits

5. Apporter un savoir-faire technique et assurer d'autres services pour renforcer les systèmes et les capacités des institutions gouvernementales et d'autres partenaires à mettre en œuvre des programmes de protection sociale, d'alerte rapide et de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les personnes exposées aux chocs peuvent accéder à la nourriture grâce aux capacités gouvernementales renforcées en matière d'analyse de la vulnérabilité et d'évaluation des besoins, d'alerte rapide, de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les personnes vulnérables bénéficient de programmes gouvernementaux de filets de sécurité qui tiennent compte de la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

6. Apporter un appui technique au Gouvernement pour renforcer les systèmes et les capacités des structures chargées du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les écoliers bénéficient des capacités renforcées dont le Gouvernement dispose pour mettre en œuvre un programme de repas scolaires à dimension nutritionnelle utilisant la production locale (M: Mécanismes de coordination nationaux appuyés)

Les Zambiens bénéficient de services liés à la chaîne d'approvisionnement assurés par le Gouvernement selon les besoins (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Résultats transversaux**

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité (nouveau)

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité (nouveau)

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM (nouveau)

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Résultats transversaux**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)					
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 3	Résultat stratégique 5	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Transferts	23 904 458	8 999 098	12 984 784	6 562 754	52 451 094
Mise en œuvre	3 436 202	1 800 320	3 544 983	1 997 192	10 778 697
Coûts d'appui directs ajustés	3 654 161	1 398 912	2 123 100	1 114 279	8 290 451
Total partiel	30 994 820	12 198 331	18 652 867	9 674 224	71 520 242
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	2 014 663	792 891	1 212 436	628 825	4 648 816
Total	33 009 484	12 991 222	19 865 303	10 303 049	76 169 057

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ODD	objectif de développement durable
PIB	produit intérieur brut
PSP	plan stratégique de pays
SUN	mouvement Renforcer la nutrition
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance